

MAI 2025

POLICY PAPER

L'AFRIQUE DU SUD FACE À LA RECOMPOSITION DE L'ORDRE INTERNATIONAL : ÉROSION D'UNE AMBITION D'INFLUENCE

DRISS ALAOUI BELGHITI

Ce Policy Paper analyse l'érosion progressive de l'ambition d'influence internationale de l'Afrique du Sud, jadis portée par un capital symbolique exceptionnel issu de sa transition postapartheid. Il montre comment Pretoria, longtemps perçue comme une puissance morale et normative au service de la transformation continentale et multilatérale, fait désormais face à des contraintes structurelles qui fragilisent son rôle sur la scène internationale.

À partir d'un cadrage historique de sa diplomatie post-1994, il s'agit de mettre en lumière un glissement d'une politique étrangère d'initiative, construite autour de principes universalistes et de leadership africain, vers une diplomatie réactive et marquée par des logiques internes fragmentées. La montée d'une dissonance entre les discours universalistes et des pratiques d'alignement sélectif affaiblit la cohérence stratégique sud-africaine, tandis que la compétition croissante d'autres puissances africaines relativise son autorité normative.

La crise diplomatique récente avec les États-Unis constitue un révélateur aigu de cette recomposition : exposée à des rapports de force asymétriques, l'Afrique du Sud se trouve démunie face aux pressions des grandes puissances et incapable de mobiliser des solidarités africaines ou stratégiques. L'étude conclut à la nécessité pour Pretoria de repenser son ambition d'influence à l'aune de ses ressources effectives, de ses partenariats opérationnels et des nouvelles configurations du pouvoir global.

DRISS ALAOUI BELGHITI

INTRODUCTION

L'Afrique du Sud a longtemps incarné aux yeux du monde la promesse d'une puissance morale en devenir : celle d'un État capable de traduire sa transition démocratique exemplaire en leadership diplomatique, aux échelles continentale comme internationale. Forte de son capital symbolique hérité de la lutte contre l'apartheid, de son engagement dans les grandes enceintes multilatérales et de son rôle moteur dans la structuration institutionnelle africaine, Pretoria a cherché, dès les années 1990, à projeter une influence fondée autant sur ses valeurs que sur ses capacités stratégiques.

Pourtant, à mesure que les dynamiques internes sud-africaines se fragmentaient et que l'ordre international se recomposait, cette ambition s'est heurtée à des contraintes croissantes. La crise économique, les turbulences politiques domestiques, la diversification des pôles d'influence africains, et l'évolution des rapports de force globaux ont progressivement remis en cause la capacité de Pretoria à maintenir son rôle d'interface privilégiée entre l'Afrique et le monde. Plus récemment, les tensions diplomatiques avec les États-Unis, exacerbées sous le second mandat de Donald Trump, ont illustré de manière éclatante les nouvelles vulnérabilités sud-africaines dans un environnement international devenu plus brutal et plus transactionnel.

Dans ce contexte, une interrogation s'impose : l'Afrique du Sud peut-elle encore maintenir une ambition d'influence dans un ordre international recomposé et turbulent ? À travers une analyse croisée des fondements historiques de sa diplomatie, de l'évolution de son environnement continental, et de l'épreuve révélatrice de sa récente confrontation avec Washington, ce Policy Paper propose d'explorer la reconfiguration du rôle international de Pretoria, entre résilience tactique et marginalisation relative.

I. DE LA LÉGITIMITÉ HISTORIQUE À LA NORMALISATION DIPLOMATIQUE : L'AMBITION INTERNATIONALE SUD-AFRICAINE À L'ÉPREUVE DE SES FONDEMENTS

1.1. Une ambition née d'une exception politique et d'une projection morale post-apartheid

L'ambition internationale de l'Afrique du Sud s'est construite dès la fin de l'apartheid sur les bases d'un contexte politique exceptionnel, celui d'une transition démocratique saluée à l'échelle mondiale. En réintégrant la communauté internationale au début des années 1990, Pretoria n'a pas simplement cherché à restaurer sa légitimité, mais aussi à inscrire sa politique étrangère dans une posture de transformation normative, à la fois continentale et globale (Landsberg, 2000). L'Afrique du Sud n'était pas une puissance émergente parmi d'autres, mais une « puissance morale », dotée d'un capital symbolique unique, forgé autour de la

figure de Nelson Mandela et de l'image d'un État postcolonial exemplaire (Vale & Mphaisha, 1999).

Cette orientation s'est confirmée et structurée sous la présidence de Thabo Mbeki, qui fit de l'idée d'une « renaissance africaine » le cœur de sa stratégie diplomatique. Le deuxième président de l'Afrique du Sud postapartheid a longtemps été aux manettes du « Département des Affaires Internationales »¹ du temps de la lutte contre l'apartheid, et a fait du rayonnement international de son pays une priorité de son mandat. Celle-ci visait à projeter l'Afrique du Sud comme moteur de l'intégration continentale et comme porte-parole du Sud global dans les enceintes multilatérales (Habib, 2009), et reflétait la volonté de l'ANC (le Congrès National Africain) de placer l'Afrique du Sud au cœur de la transformation du continent. À travers sa participation fondatrice à l'Union africaine (UA) et au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), son rôle dans la mise en place du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, ou encore son engagement au sein du BRICS dès 2010 ainsi qu'au sein du G20, Pretoria a misé sur une diplomatie d'influence fondée sur la réforme de l'ordre international existant (Sidiropoulos, 2008).

Cette ambition reposait sur des ressources matérielles et institutionnelles réelles : une économie parmi les plus développées du continent, un appareil diplomatique expérimenté, une société civile active et des relais stratégiques dans les grands forums. L'Afrique du Sud s'est ainsi imposée comme l'un des rares États africains à pouvoir formuler une politique étrangère à vocation normative, articulée autour des principes de justice, de souveraineté, de multilatéralisme et de développement solidaire.

Mais cette ambition s'est nourrie aussi d'un certain exceptionnalisme sud-africain, parfois perçu comme tel par ses voisins. L'idée implicite que Pretoria devait incarner la modernité politique africaine et guider la transition du continent vers une gouvernance démocratique, a pu générer des résistances, notamment lorsque cette posture s'est accompagnée de prises de position perçues comme déconnectées des équilibres régionaux (Alden & Schoeman, 2015). La diplomatie sud-africaine a parfois souffert d'une forme d'unilatéralisme masqué derrière une « moral foreign policy », assumant des responsabilités sans consultation continentale effective, en particulier dans sa médiation au Zimbabwe² ou dans sa défense de principes qui n'étaient pas toujours consensuels au sein de l'Union africaine.

Par ailleurs, les limites de cette diplomatie d'influence sont apparues au fil du temps, à mesure que le contraste s'accroissait entre les ambitions discursives de Pretoria et ses capacités à les traduire en leviers stratégiques. Si la rhétorique du leadership moral a été maintenue, notamment dans les enceintes onusiennes, elle a progressivement perdu de son efficacité face aux réalités internes : polarisation croissante, affaiblissement de l'ANC, fragilité économique et tensions sociales ont progressivement contraint l'horizon stratégique de la diplomatie sud-africaine (Southall, 2013).

Ce premier moment diplomatique post-apartheid, largement incarné par les présidences Mandela et Mbeki, a donc forgé les fondements d'une ambition de puissance d'influence. Mais il portait en lui une tension structurelle : entre le poids d'un récit fondateur puissant et la difficulté à en assurer

1. Le Département des affaires internationales (Department of International Affairs, DIA) de l'ANC, actif durant l'exil, était chargé de la stratégie diplomatique du mouvement. Il a joué un rôle central dans l'internationalisation de la lutte contre l'apartheid, en établissant des représentations à l'étranger, en tissant des alliances multilatérales, et en consolidant le capital politique que l'ANC mobilisera après 1994 dans sa politique étrangère officielle.

2. Sous la présidence de Thabo Mbeki, l'Afrique du Sud a mené une médiation entre le régime de Robert Mugabe et l'opposition zimbabwéenne après la crise électorale de 2008. Sa stratégie de quiet diplomacy permit un « accord » de partage du pouvoir, mais fut critiquée pour sa complaisance envers le Zanu-PF et ses résultats limités.

la continuité dans un environnement national et international de plus en plus mouvant. La suite de cette étude examinera dans quelle mesure cette ambition initiale, historiquement légitime, reste tenable face à la recomposition du système politique sud-africain et à la mutation des rapports de puissance mondiaux.

1.2. Le lent glissement d'une diplomatie d'influence vers une diplomatie de routine

L'ambition diplomatique de l'Afrique du Sud a d'abord reposé sur un capital symbolique exceptionnel et une volonté politique forte. Mais à partir de la seconde moitié des années 2000, cette dynamique s'est progressivement affaiblie, non pas du fait d'un retrait assumé, mais par glissement : la politique étrangère sud-africaine s'est installée dans une forme de routinisation fonctionnelle, marquée par une continuité institutionnelle, mais un recul de la capacité à formuler une orientation stratégique lisible. Ce processus résulte à la fois d'un affaiblissement du cadrage présidentiel et d'une fragmentation croissante du système politique sud-africain, qui a modifié les conditions de formulation et de projection de l'action extérieure.

Sous la présidence de Thabo Mbeki, la politique étrangère était fortement centralisée : elle traduisait une vision construite de l'Afrique du Sud comme puissance normative, inscrite dans une perspective de réforme globale et de structuration continentale (Landsberg, 2005). Cette phase a vu la montée en puissance du Department of International Relations and Cooperation (DIRCO), avec une expertise affirmée et une diplomatie proactive dans les institutions multilatérales. Mbeki exerçait un rôle direct dans les grands dossiers africains, notamment au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire, en s'appuyant sur un appareil diplomatique capable d'articuler une ambition cohérente (van Wyk, 2019).

Ce lien entre leadership présidentiel, cohérence bureaucratique et projection internationale s'est affaibli à partir de 2009, sous la présidence de Jacob Zuma. Non par désengagement, mais par modification du rapport entre politique étrangère et politique intérieure. La diplomatie sud-africaine est alors devenue moins stratégiquement dirigée et plus politiquement segmentée. Plusieurs analyses ont mis en évidence une dilution du cadrage doctrinal au profit de logiques opportunistes ou clientélistes, reflétant les luttes internes à l'ANC et la personnalisation croissante du pouvoir exécutif. Ce tournant a également correspondu à une inflexion plus structurelle de l'action extérieure sud-africaine, marquée par l'adoption de logiques nouvelles, l'abandon partiel du rôle transformateur initial et une ambition d'influence désormais déconnectée d'un projet global cohérent (Habib, 2009). L'enjeu n'était plus de projeter une vision, mais de gérer une présence internationale, avec des priorités mouvantes, souvent dictées par l'agenda politique interne.

Cette phase a également vu un ralentissement doctrinal, perceptible dans les discours présidentiels et dans les documents d'orientation diplomatique. Là où le "African Agenda" ou la « diplomatie du renouveau » structuraient l'action au début des années 2000, la période suivante se caractérise par une multiplication des signaux faibles, des engagements symboliques mais rarement inscrits dans une stratégie continue. En matière de multilatéralisme, l'Afrique du Sud reste active (au G20, dans les BRICS, à l'ONU), mais moins audible comme porteur de projet collectif africain, comme l'a montré son positionnement flou sur la guerre en Ukraine et l'échec de la médiation voulue par son président, ou sa faible implication dans les débats sur la réforme de l'architecture de paix africaine (Alden & Schoeman, 2015 ; Landsberg, 2021).

Parallèlement, le dispositif diplomatique est resté institutionnellement solide : le réseau d'ambassades est vaste, la fonction publique diplomatique demeure professionnalisée, et DIRCO (Le Département des Relations internationales et de la Coopération) conserve des compétences reconnues, fruits d'une transformation administrative progressive entamée après 1994 sous l'influence de l'idéal d'Ubuntu diplomacy³ (Van Wyk, 2019). Mais cette stabilité bureaucratique n'a pas suffi à compenser le vide stratégique. En effet, l'Afrique du Sud s'est trouvée dans une position où elle participe à tout, mais sans rien diriger. Son statut de membre du BRICS ou du G20 ne s'est pas traduit par une capacité d'entraînement, notamment auprès des autres pays africains, ce qui contraste avec la période 1998–2007 où Pretoria apparaissait comme un acteur à la fois légitime et mobilisateur.

Ce glissement vers une diplomatie de routine ne signifie pas un retrait, l'Afrique du Sud demeure présente dans les grands débats normatifs. Mais il indique une mutation profonde du rôle diplomatique, passé d'un leadership de vision à une présence de statut. L'ambition d'influence n'a pas disparu, mais elle s'est dissociée d'une capacité d'initiative. Ce décalage progressif constitue aujourd'hui une limite structurelle à la projection sud-africaine, d'autant plus problématique dans un environnement international où les marges de manœuvre se réduisent et les rivaux se multiplient.



Carte – Présence diplomatique sud-africaine en Afrique (auteur)

Avec près de quarante ambassades, Pretoria affiche une présence institutionnelle dense, mais cette implantation contraste avec une influence régionale en recul.

3. La Ubuntu diplomacy renvoie à une orientation normative de la politique étrangère sud-africaine post-apartheid, fondée sur le principe philosophique d'Ubuntu, issu des traditions bantoues, que l'on peut traduire par "je suis parce que nous sommes". En relations internationales, cette approche a été mobilisée pour justifier une diplomatie marquée par la recherche du dialogue, la médiation, la solidarité et la construction d'un ordre international plus équitable.

Présence diplomatique sud-africaine en Afrique : une influence sous tension

Avec une quarantaine d'ambassades sur le continent, l'Afrique du Sud possède l'un des réseaux diplomatiques les plus étendus d'Afrique. Ce dispositif traduit une ambition ancienne de jouer un rôle moteur dans les affaires africaines et multilatérales.

Cependant, cette densité institutionnelle contraste de plus en plus avec une capacité d'influence affaiblie. Rivalités croissantes avec d'autres puissances africaines, positionnements diplomatiques ambigus et déclin de l'autorité normative de Pretoria limitent l'impact réel de sa présence.

Ce paradoxe illustre l'une des tensions majeures de la diplomatie sud-africaine contemporaine : une présence statutaire qui peine à se convertir en leadership effectif.

1.3. Quand la crise de leadership interne fragilise les ressorts extérieurs de la puissance

L'évolution interne du système politique sud-africain, marquée par une fragmentation croissante depuis le début des années 2010, a profondément altéré la capacité du pays à soutenir une diplomatie d'influence cohérente et proactive. La politique étrangère sud-africaine, longtemps structurée autour d'un cadrage présidentiel fort et d'un consensus national sur les ambitions extérieures, s'est trouvée affectée par la perte progressive d'autorité de l'ANC, l'augmentation des rivalités partisans, et la montée d'une contestation sociopolitique durable.

La première fracture est institutionnelle : alors que l'ANC avait historiquement réussi à articuler une vision nationale et extérieure convergente, combinant transformation interne et promotion de la justice globale, la perte de cohésion idéologique au sein du parti a fragmenté la formulation des priorités diplomatiques. Sous Jacob Zuma, la politisation accrue de la fonction publique, y compris au sein du DIRCO, a affaibli l'autonomie professionnelle de l'appareil diplomatique. Dès son premier mandat, Zuma avait rompu avec l'approche normative de ses prédécesseurs, privilégiant une politique étrangère fondée sur la défense du "national interest" dans un sens plus étroit, souvent alignée sur des considérations internes immédiates (Landsberg, 2010). Ce phénomène s'est poursuivi sous Cyril Ramaphosa, malgré une tentative de restauration de la crédibilité institutionnelle (Ndzendze, 2022).

La seconde fracture est stratégique. L'incertitude politique interne a produit une diplomatie plus défensive que proactive. Les arbitrages diplomatiques récents montrent une prudence accrue : soutien explicite à certaines questions sans capacité réelle de mobilisation régionale, positionnements ambivalents dans les forums multilatéraux, et usage instrumental de l'outil de politique étrangère pour consolider des bases électorales internes, plutôt que pour renforcer une cohérence externe. Cette dynamique réduit la lisibilité stratégique de Pretoria, et mine sa capacité à tirer profit de son capital historique d'influence.

Enfin, **la troisième fracture est symbolique.** L'Afrique du Sud avait construit son autorité diplomatique sur une identité d'État démocratique, stable et porteur d'une transition pacifique

réussie. La multiplication des scandales internes, les difficultés économiques persistantes et la montée des tensions sociales ont érodé cette image (Van Wyk, 2019). Dès lors, Pretoria apparaît moins comme un modèle africain que comme un acteur parmi d'autres, confronté à ses propres vulnérabilités, et dont la voix sur la scène internationale est moins porteuse qu'elle ne l'était dans la période 1994–2008.

Ainsi, la crise du leadership interne sud-africain ne produit pas seulement des effets domestiques : elle affecte directement les ressorts de sa puissance extérieure. Le déficit de cohésion stratégique, la fragilisation de son appareil diplomatique et l'érosion de son image normative affaiblissent les conditions mêmes de la poursuite d'une ambition d'influence. Loin d'être seulement circonstanciel, ce processus pose aujourd'hui une question structurelle sur la soutenabilité du rôle international que Pretoria revendique.

Ces évolutions internes, loin d'annuler l'ambition internationale de Pretoria, en redéfinissent désormais les modalités d'expression. Comprendre la diplomatie sud-africaine contemporaine impose donc d'analyser comment cette ambition tente de se maintenir, dans des environnements continental et international qui subissent une recomposition structurelle.

II. UNE AMBITION D'INFLUENCE SOUS CONTRAINTE : ENTRE RÉSILIENCE TACTIQUE ET MARGINALISATION RELATIVE

2.1. Entre postures universalistes et alignements sélectifs : la diplomatie sud-africaine en dissonance stratégique

La diplomatie sud-africaine contemporaine se caractérise par une tension structurelle entre la continuité d'un discours universaliste, hérité de l'ère postapartheid, et une pratique diplomatique de plus en plus marquée par des alignements tactiques sélectifs. Cette dissonance stratégique affaiblit la lisibilité de son action extérieure et interroge sa capacité à maintenir une influence normative crédible dans un ordre international en recomposition.

Sur le plan discursif, Pretoria continue d'affirmer son attachement aux grands principes du droit international : souveraineté des États, égalité des nations, règlement pacifique des différends, promotion des droits de l'homme. Ce positionnement reste un marqueur central de sa diplomatie, visible notamment dans ses prises de position publiques sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, son plaidoyer pour le renforcement du multilatéralisme, ou sa plainte récente contre Israël devant la Cour internationale de Justice au titre de la Convention pour la prévention du génocide (DIRCO, 2024).

Cependant, cette posture universaliste est de plus en plus contredite par des choix diplomatiques orientés par des considérations pragmatiques, économiques ou géopolitiques immédiates. L'exemple de la guerre en Ukraine est emblématique : Pretoria a adopté une position officiellement neutre, plaidant pour le dialogue et refusant de condamner explicitement l'attaque russe, tout en multipliant les signaux de proximité avec Moscou, notamment par l'organisation d'exercices militaires conjoints. Cette approche a suscité des critiques internationales, mettant en lumière un

positionnement perçu comme ambivalent, voire complaisant.

Cette dynamique n'est pas nouvelle. Dès les années 2010, plusieurs analyses avaient souligné que l'Afrique du Sud tendait à défendre les principes universels lorsqu'ils servaient ses intérêts stratégiques ou renforçaient sa posture de contestation du déséquilibre global, mais qu'elle s'en écartait lorsque des enjeux économiques ou des solidarités politiques le commandaient (Habib, 2009 ; Landsberg, 2010). Le retrait annoncé, puis suspendu, de la Cour pénale internationale en 2016, à la suite du différend autour de la visite du président soudanais Omar el-Béchir, avait déjà illustré cette tension entre engagements normatifs et réalités diplomatiques.

La politique étrangère sud-africaine actuelle se déploie ainsi dans un entre-deux : Pretoria continue d'investir dans les forums multilatéraux, mais ses prises de position apparaissent souvent dictées par des logiques d'alignements Sud-Sud sélectifs, au détriment d'une articulation systématique de ses principes présentés comme fondateurs. Cette « flexibilité stratégique », si elle répond à des impératifs d'autonomie diplomatique dans un monde fragmenté, entame toutefois la capacité de l'Afrique du Sud à incarner une voix normative cohérente, particulièrement en Afrique.

Au niveau continental, cette dissonance a fragilisé son statut moral. Alors que Pretoria se présentait historiquement comme un promoteur de la gouvernance démocratique et des droits humains en Afrique, ses positions ambiguës sur certaines questions (Éthiopie, Sahel, Sahara marocain) ont nourri l'image d'une diplomatie sélective, priorisant ses intérêts stratégiques ou ses alliances ponctuelles au détriment d'une posture de principe.

Ainsi, loin d'être un simple ajustement tactique, l'écart entre la rhétorique universaliste et les réalignements sélectifs traduit une évolution plus profonde du positionnement sud-africain : celle d'une puissance moyenne cherchant à préserver son autonomie dans un environnement international devenu plus conflictuel, mais au prix d'une érosion de sa crédibilité normative.

2.2. Délégitimation régionale et concurrence africaine : la fin d'un leadership par évidence

La remise en cause du leadership sud-africain en Afrique est moins la conséquence d'un effacement volontaire que le produit d'une double dynamique de long terme : l'érosion de ses fondements internes et la transformation structurelle de l'environnement continental.

Loin d'avoir été marginalisée par une rupture brutale, Pretoria assiste à une dilution progressive de son influence, à mesure que le capital symbolique hérité de la transition démocratique s'affaiblit, et que le continent devient plus multipolaire, plus stratégique, moins sensible aux prétentions historiques d'autorité.

Dans l'immédiat après-apartheid, l'influence sud-africaine reposait sur une triple assise : un capital moral lié à sa transition démocratique, une puissance économique relative dominante sur le continent, et une diplomatie panafricaine proactive (Landsberg, 2005). Chacun de ces piliers s'est cependant trouvé fragilisé. La perte de cohésion interne au sein de l'ANC, la succession de crises politiques, et les tensions socio-économiques persistantes ont progressivement érodé l'image de Pretoria comme modèle démocratique africain (Southall, 2013). L'économie sud-africaine, longtemps locomotive régionale, a cédé son rang, tandis que son taux de croissance reste inférieur à celui de plusieurs puissances africaines émergentes (World Bank, 2023).

Dans le même temps, l'environnement continental a profondément changé. L'Afrique n'est plus un espace façonné par une dynamique de rassemblement autour de figures historiques ; elle est désormais marquée par une multipolarité structurelle, où plusieurs États, dont le Nigeria, le Maroc, l'Égypte ou encore le Kenya, développent leurs propres stratégies d'influence, fondées autant sur la diplomatie économique que sur la projection normative (Cherkaoui, 2020 ; Fabricius, 2021). Cette diversification de « l'offre diplomatique » rend la centralité sud-africaine moins automatique, exposant Pretoria à une concurrence directe dans des espaces qui étaient autrefois considérés comme ses prolongements naturels.

La crise du leadership sud-africain est d'autant plus marquée que les vulnérabilités internes de Pretoria sont aujourd'hui plus visibles. La stagnation économique prolongée (croissance inférieure à 1 % en moyenne depuis 2015), l'affaiblissement du modèle démocratique (comme en témoignent les tensions au sein de l'ANC qui n'est plus majoritaire au parlement), et l'érosion de l'État-providence ont diminué la capacité de l'Afrique du Sud à se présenter comme un exemple à suivre (Southall, 2013). Dans un continent où les trajectoires économiques et politiques se diversifient, l'Afrique du Sud apparaît de moins en moins comme un leader incontesté et de plus en plus comme un acteur parmi d'autres.

La combinaison de ces dynamiques internes et externes produit une bascule fondamentale : le leadership sud-africain n'est plus donné, il est négocié. Pretoria conserve des attributs de puissance, réseau diplomatique dense, économie diversifiée, expérience multilatérale, mais son autorité ne s'impose plus naturellement. Chaque initiative africaine dans laquelle l'Afrique du Sud s'engage est désormais soumise à une dynamique de compétition et de contestation, révélatrice de la transformation du champ continental : la défaite électorale face au Maroc pour les élections à la présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies en est un exemple édifiant.

Ainsi, loin d'un simple affaiblissement conjoncturel, la délégitimation régionale de l'Afrique du Sud s'inscrit dans une recomposition plus large des mécanismes d'influence en Afrique : l'époque des légitimités héritées touche à sa fin, et Pretoria, comme d'autres, doit désormais construire son influence dans un environnement où l'autorité historique ne suffit plus.

III. LA CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE L'AFRIQUE DU SUD ET LES ÉTATS-UNIS : UN RÉVÉLATEUR DE L'ÉROSION DE L'INFLUENCE SUD-AFRICAINE

3.1. Une crise asymétrique : Pretoria confrontée à sa vulnérabilité face aux grandes puissances

La crise diplomatique survenue début 2025 entre l'Afrique du Sud et les États-Unis illustre avec acuité les limites contemporaines de la souveraineté sud-africaine dans un système international marqué par des rapports de force brutaux.

Déclenchée par la décision de Pretoria d'accélérer la politique d'expropriation foncière sans compensation, la réaction américaine — suspension de l'aide au développement, mise en œuvre de mesures favorables aux fermiers blancs sud-africains, expulsion de l'ambassadeur sud-africain

— a révélé la capacité d'une puissance globale à imposer unilatéralement des coûts politiques à un État intermédiaire sans craindre de rétorsions significatives.⁴

Loin de disposer de moyens efficaces pour contrecarrer cette pression, Pretoria a dû se contenter d'une protestation formelle, en dénonçant une ingérence dans ses affaires domestiques. Cette réponse, certes conforme aux principes de souveraineté et d'égalité juridique entre États, est restée sans impact concret sur la dynamique initiée par Washington.

La crise révèle ainsi un désajustement structurel : la souveraineté juridique sud-africaine n'est plus corrélée à une capacité effective de résistance diplomatique.

Dans la littérature des relations internationales, ce phénomène est bien documenté. Les puissances moyennes sont souvent confrontées à une « asymétrie d'autonomie » : elles disposent d'une souveraineté formelle reconnue, mais voient leur capacité réelle d'action dépendre de la tolérance ou de l'indifférence des grandes puissances (Hurrell, 2006).

Dans ce cadre, la réaction de Pretoria n'a pas réussi à mobiliser de leviers crédibles : ni coalition bilatérale, ni soutien de partenaires régionaux, ni capacité de nuisance suffisante pour infléchir la posture américaine.

Ce que montre cette crise est donc moins une rupture qu'une confirmation : l'Afrique du Sud évolue désormais dans un espace stratégique où sa souveraineté est juridiquement incontestable, mais pratiquement vulnérable dès lors qu'elle entre en conflit avec les intérêts d'une puissance globale. Ce déséquilibre met en lumière l'une des principales transformations de son rôle international : Pretoria est passée du statut d'acteur symboliquement protégé à celui d'État exposé aux rapports de force bruts, sans filet de protection systémique.

Cette évolution ne relève pas d'une circonstance exceptionnelle, mais d'un glissement structurel : dans un système international fragmenté, les principes ne garantissent plus la protection contre la coercition. La crise diplomatique avec Washington révèle ainsi la condition contemporaine de Pretoria : un acteur souverain dans l'ordre juridique, mais vulnérable dans l'ordre politique.

3.2. L'épuisement des leviers diplomatiques sud-africains face à la brutalité des rapports de force

La crise diplomatique opposant Pretoria à Washington a mis à nu l'effritement progressif des outils diplomatiques traditionnels de l'Afrique du Sud.

Confrontée à une offensive politique et économique américaine, Pretoria a démontré son incapacité à mobiliser les solidarités régionales et stratégiques qui avaient historiquement constitué l'un des piliers de son influence internationale.

Premièrement, l'Afrique du Sud n'a pas su activer de dynamique de solidarité africaine capable de contrer ou de tempérer la pression américaine.

4. <https://www.forbes.com/sites/tylerroush/2025/03/07/trump-offers-south-african-farmers-rapid-pathway-for-us-citizenship-after-suspending-aid/>

Au plus fort des tensions, aucun État majeur du continent n'a exprimé un soutien public ou proposé une médiation au bénéfice de Pretoria.

Cette absence de réaction africaine reflète un double phénomène : la fragmentation croissante des diplomaties africaines, désormais largement orientées vers des stratégies pragmatiques bilatérales avec les grandes puissances, et la perte d'autorité politique de Pretoria sur le continent, déjà perceptible dans d'autres arènes comme l'Union africaine.

L'Afrique du Sud, autrefois moteur d'une diplomatie africaine collective (Landsberg, 2010), est aujourd'hui incapable de fédérer autour de ses enjeux bilatéraux.

Deuxièmement, Pretoria n'a pas réussi à convertir ses alliances stratégiques en appuis diplomatiques effectifs. Malgré son rôle actif au sein des BRICS, son rapprochement avec la Chine et la Russie, et sa posture affichée de défenseur d'un ordre mondial multipolaire, l'Afrique du Sud s'est trouvée seule face aux mesures coercitives américaines.

Ni Pékin ni Moscou n'ont publiquement soutenu Pretoria dans cette crise, préférant éviter de fragiliser leurs propres équilibres bilatéraux avec Washington.

Cette inertie révèle les limites des solidarités Sud-Sud : dans un environnement international hautement compétitif, les alliances idéologiques cèdent souvent devant les calculs stratégiques nationaux.

En définitive, la crise Pretoria-Washington illustre l'épuisement des leviers diplomatiques traditionnels sud-africains.

La solidarité africaine, longtemps perçue comme un socle naturel d'appui, s'est fragmentée ; les alliances stratégiques globales n'ont pas été mobilisables face aux coûts politiques et économiques imposés par une superpuissance.

Dans un système international marqué par la brutalisation des rapports de force, la diplomatie sud-africaine apparaît désormais incapable de mobiliser un soutien externe décisif au moment critique.

3.3. De l'affirmation à l'encaissement : la crise Pretoria-Washington comme symptôme du reflux diplomatique sud-africain

La crise bilatérale entre Pretoria et Washington, amorcée dès 2022 et aggravée au tout début du second mandat de Donald Trump, constitue bien davantage qu'un simple contentieux entre deux partenaires historiques. Elle agit comme un révélateur des mutations profondes affectant la diplomatie sud-africaine : le passage progressif d'une diplomatie d'initiative à une diplomatie d'encaissement, marquée par l'érosion de ses marges de manœuvre stratégiques.

Historiquement, l'Afrique du Sud avait bâti son influence post-apartheid sur une combinaison d'engagement normatif, de capital moral, et de capacité à initier des dynamiques régionales et internationales (Landsberg, 2010). Face à Washington, Pretoria pouvait autrefois activer des ressorts diplomatiques multilatéraux, jouer de son prestige, ou construire des coalitions ad hoc pour peser sur l'agenda international. La situation actuelle révèle l'inverse : l'Afrique du Sud subit

désormais l'initiative des grandes puissances sans capacité effective de répliquer ou d'infléchir les dynamiques engagées.

La succession des sanctions américaines, tarifs douaniers accrus, suspension partielle d'aides critiques, menaces sur l'éligibilité AGOA, s'est accompagnée d'une absence de réponse stratégique articulée de la part de Pretoria (CRS, 2025 ; FPRI, 2025). Ni les tentatives de communication publique ni les déclarations politiques internes, n'ont permis de construire une contre-narrative susceptible de restaurer un équilibre bilatéral. Au contraire, l'Afrique du Sud est apparue isolée, incapable de mobiliser un soutien africain, incapable aussi de convertir ses alliances au sein des BRICS ou du Sud global en leviers opérationnels contre la pression américaine.

Ce glissement est révélateur d'une dynamique plus large : Pretoria conserve des « ambitions de discours » (défense du multilatéralisme, non-alignement), mais n'est plus en mesure de les traduire en leviers d'influence concrets. Sa diplomatie, autrefois proactive dans la définition d'agendas normatifs (Afrique du Sud médiatrice en Afrique, Afrique du Sud promotrice de la Renaissance africaine), est désormais cantonnée à la dénonciation et à la réaction, sans capacité d'initiative structurante.

Dans le système international actuel, où les rapports de force sont devenus plus transactionnels et plus polarisés, ce type de diplomatie défensive enferme Pretoria dans un rôle secondaire : réagir aux pressions plutôt que façonner les termes de ses interactions stratégiques.

La crise avec Washington n'est ainsi ni un accident ni une anomalie : elle symbolise l'évolution structurelle de la diplomatie sud-africaine de l'affirmation à l'encaissement, dans un environnement où l'influence ne découle plus du capital historique, mais de la capacité à mobiliser des ressources matérielles, des alliances effectives et des stratégies d'ajustement rapide.

CONCLUSION

L'ambition internationale de l'Afrique du Sud, construite sur l'héritage de sa transition démocratique, s'est durablement inscrite dans une volonté de peser sur la reconfiguration des normes et des structures internationales. Toutefois, les mutations internes de son système politique, conjuguées à l'évolution des dynamiques continentales et globales, ont progressivement érodé les fondements de cette capacité d'influence.

La confrontation avec les États-Unis a révélé, avec une acuité particulière, les vulnérabilités contemporaines de Pretoria : fragmentation des soutiens continentaux, inefficacité des solidarités stratégiques traditionnelles, et passage d'une diplomatie d'initiative à une diplomatie d'encaissement. Cette dynamique n'est pas seulement circonstancielle ; elle traduit un repositionnement structurel du rôle sud-africain dans un environnement international où l'influence se construit désormais moins par le capital symbolique que par l'accumulation effective de ressources stratégiques et par la capacité à s'ajuster aux nouvelles réalités de pouvoir.

À l'heure où le continent africain devient un espace de compétition géopolitique intensifiée, l'Afrique du Sud est confrontée à un défi majeur : celui de repenser son ambition d'influence en cohérence avec ses ressources internes réelles, ses alliances effectives et les transformations du système international. La soutenabilité de son rôle futur dépendra moins de la permanence de

son récit historique que de sa capacité à reconstruire une offre stratégique crédible, adaptée aux nouvelles réalités d'un monde multipolaire et hautement compétitif.

Bibliographie

- Landsberg, C. (2000). Promoting Democracy: The Mandela–Mbeki Doctrine. *Journal of Democracy*, 11(3), 107–121.
- Alden, C., & Schoeman, M. (2015). "South Africa in the company of giants: The search for leadership in a transforming global order." *International Affairs*, 91(1), 167–182.
- Sidiropoulos, E. (2008). "South Africa's regional engagement for peace and security."
- Alden, C., & Schoeman, M. (2015). "South Africa's symbolic hegemony in Africa." *International Politics*, 50(2), 245–262.
- Landsberg, C. (2005). "Toward a developmental foreign policy? Challenges for South Africa's diplomacy in the second decade of liberation." *Social Research*, 72(3), 723–756.
- Langa, N., & Shai, K. B. (2020). "South Africa's Foreign Policy and the Contestation of Global Power." *Journal of African Foreign Affairs*, 7(2), 61–75.
- Habib, A. (2009). "South Africa's foreign policy: hegemonic aspirations, neoliberal orientations and global transformation." *South African Journal of International Affairs*, 16(2), 143–159. <https://doi.org/10.1080/10220460903265857>
- Van Wyk, J.-A. (2019). "From apartheid to Ubuntu: Transition, transaction and transformation in South Africa's post-apartheid foreign ministry." *South African Journal of International Affairs*. <https://doi.org/10.1080/10220461.2019.1661281>
- Landsberg, C. (2010). "The foreign policy of the Zuma government: Pursuing the 'national interest'?" *South African Journal of International Affairs*, 17(3), 273–293. <https://doi.org/10.1080/10220461.2010.533890>
- Hurrell, A. (2006). "Hegemony, Liberalism and Global Order: What Space for Would-be Great Powers?" *International Affairs*, 82(1), 1–19.
- Schoeman, P. M. (2000). South Africa as an emerging middle power. *African Security Review*, 9(3), 47–58. <https://doi.org/10.1080/10246029.2000.9628050>
- Congressional Research Service (2025). U.S.–South Africa Relations: Tensions Rise, CRS Report, IN12520.
- FPRI (2025). The US-South Africa Imbroglia and Its Implications for US-Africa Relations.
- Vale, P and Mpaisha, C.J. (1999). "Analysing and evaluating foreign policy", in *Power, Wealth and Global Equity: An International Relations Text Book for Africa*, eds. McGowan, P.J. and Nel, P. Rondebosch: University of Cape Town Press, 89.

À PROPOS DE L'AUTEUR



DRISS ALAOUI BELGHITI

Driss Alaoui Belghiti is a Specialist in International Relations at the Strategic Watch and Analysis Unit of the Policy Center for the New South, where he works mainly on governance issues in southern Africa and the engagement of extra-African actors on the continent. He has previously worked in national public institutions and the Pan-African Parliament. D. Alaoui Belghiti holds a bachelor's degree in Political Science and International Relations from the Rabat School of Governance and Economics, and a master's degree in Governance of International Development Organizations from the University of Grenoble, France.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

